

règlement qui mènera au retrait des troupes d'occupation étrangère de ce pays torturé, assurera au peuple khmer la possibilité de choisir son propre gouvernement sans subir de pressions extérieures et arrêtera le flot des réfugiés. Mais tant et aussi longtemps que Hanoi refusera de mettre fin à son occupation du Cambodge, le Canada, quant à lui, ne contribuera pas à subventionner les activités militaires du Viêt-nam, lui refusant ainsi toute aide au développement. Cependant, nous continuerons de partager le fardeau des réfugiés, dont le poids retombe en premier lieu sur les épaules des pays de l'ASEAN.

---

S/C